

Cinq organisations de la société civile radiées au Burundi

Le Temps, 24/10/2016 Les persécutions et les restrictions de tous genres s  intensifient au pays de Pierre Nkurunziza, le Président contesté du pays. Cette fois-ci c  est cinq grandes organisations de la société civile et de lutte pour les droits humains qui sont frappées de bannissement. Il s  agit de FORSC, FOCODE, ACAT, APRODH, RCP qui viennent d  tre radiées. Les autorités burundaises accusent ces organisations d  avoir continué    travailler dans le pays alors qu  elles étaient suspendues, également d  avoir terni l  image de leur pays et semé la haine et la division au sein de la population burundaise.

D  j    mi-novembre 2015, une ordonnance du ministère de l  Int  rieur suspendait provisoirement les activités de certaines organisations de la société civile et cette mesure signifiait concrètement que ces ONG étaient fermées, interdites de toute activité dans ce pays. Y figuraient d  j    cette époque, l  Association de protection des personnes détenues et des droits de l  Homme (Aprodeh), le Forum pour le renforcement de la société civile (Forsc), le Forum pour la Conscience et le Développement (Focode), Parole et action pour le Réveil des consciences et l  Evolution des mentalités (Parcem). La nouvelle ordonnance vient durcir celle qui existait et exacerber la volonté du pouvoir de renforcer excessivement son autorité. En le faisant ainsi, Bujumbura s  isole davantage.